

COMMUNE DE  
ESTAIMPUIS

-----  
CONVOCATION  
DU  
CONSEIL COMMUNAL  
-----

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer au jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article 87, § 1<sup>er</sup>/90-~~(4)~~ de la nouvelle loi communale, nous avons l'honneur de convoquer «**Titre**» «**Prénom**» «**Nom**» ~~pour la fois (4)~~ à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **26 octobre 2020 à 18 heures à la cantine de l'école communale d'Estaimpuis.**

**ORDRE DU JOUR :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 septembre 2020
2. Démission d'un membre du Conseil communal – vérification des pouvoirs d'un conseiller communal suppléant – prestation de serment – tableau de préséance
3. Commissions communales – démission d'un membre – remplacement :
  - a. Affaires générales et Enseignement
  - b. Affaires sociales
  - c. Jeunesse et Sports
4. A.S.B.L. Impact – démission d'un membre – remplacement
5. A.S.B.L. Estaim'Sportifs – compte 2019
6. Fabrique d'église de Néchin – compte 2019 – approbation
7. Fabrique d'église d'Estaimpuis – modification budgétaire n° 2 – exercice 2020 – approbation
8. Fabrique d'église de Néchin – budget 2021 – approbation
9. Comptabilité communale – procès-verbal de situation de caisse – VISA
10. Commune – exercice 2020 – modification budgétaire n° 4 aux services ordinaire et extraordinaire – décision
11. Rapport sur l'Administration et la situation des Affaires de la Commune, conformément à l'article L1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation
12. Taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés – exercice 2021
13. Budget communal 2021 – services ordinaire et extraordinaire – approbation
14. Membres du Conseil Consultatif Communal de la Personne Handicapée – désignation
15. Estaimbourg – Domaine de Bourgogne – berges de l'étang (2020 – 2021) – approbation des conditions et du mode de passation

-----  
CONVOCAISON  
DU  
CONSEIL COMMUNAL  
-----

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article 87, § 1<sup>er</sup>/~~90~~(4) de la nouvelle loi communale, nous avons l'honneur de convoquer «**Titre**» «**Prénom**» «**Nom**» ~~pour la fois~~(4) à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **26 octobre 2020 à 18 heures à la cantine de l'école communale d'Estaimpuis.**

**ORDRE DU JOUR (suite) :**

16. Evregnies – école communale – régulation de la chaudière – approbation des conditions et du mode de passation
17. Entité d'Estaimpuis – mise en place de jeux au château et dans les cités – approbation des conditions et du mode de passation
18. Estaimbourg – site Barenne – création d'un parking – approbation des conditions et du mode de passation
19. Estaimpuis, crèche – marché de services – approbation de l'avenant pour les honoraires
20. Acquisition de véhicules pour le service technique et le service communal – approbation des conditions et du mode de passation
21. Convention relative au marché conjoint d'achat et maintenance de défibrillateurs – approbation de la convention
22. Entité d'Estaimpuis – acquisition de défibrillateurs – approbation des conditions et du mode de passation
23. Estaimpuis – logements tremplins – marché de travaux – approbation des conditions et du mode de passation
24. Création d'un cimetière à Estaimbourg – accord de principe
25. Mandat à donner à la centrale d'achat mise en place par l'intercommunale I.E.G. dans le cadre de la désignation d'un fournisseur d'électricité et de gaz – exercices 2021-2023
26. Motion visant à soutenir le dynamisme commercial dans le contexte de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19
27. Arrêtés du Bourgmestre – ratification
28. Personnel enseignant – ratification délibérations du Collège

**H U I S C L O S**

Par le Collège communal :

Par ordonnance :  
*La Directrice Générale,*

*Le Bourgmestre,*

V. BREYNE.

D. SENESAEL.

(1) Biffer "90" et les mots "pour la .... fois" sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2<sup>e</sup> ou la 3<sup>e</sup> fois, auquel cas il y a lieu de biffer "87 § 1<sup>er</sup>".